

COLOMBO INTERNATIONAL FINANCIAL CITY, l'investissement étranger le plus important au Sri Lanka : levier ou boulet pour le développement du pays ?



Après 30 ans de guerre civile, extrêmement dommageable et destructrice, le Sri Lanka a connu un important développement économique. Les investissements venant de l'international se sont intensifiés, favorisant le développement dans différents secteurs, incrémentant ainsi les conditions socioéconomiques du pays. Plusieurs pays se sont alors tournés vers le pays du Ceylan, sachant que le potentiel d'investissement aurait d'importantes retombées économiques à court, moyen et long terme. Les investissements étrangers directs les plus importants sont surtout de la Chine, de l'Angleterre, des États-Unis, de Singapour, des Pays-Bas, de Hongkong, de l'Inde et du Japon. La Chine est de loin l'investisseur étranger le plus important au Sri Lanka.

« *Colombo International Financial City* » (CIFC), aussi appelé *Port City*, est le dernier méga projet en cour connu au pays. Plusieurs le comparent à Dubaï, car il s'agit de l'extension de la ville de Colombo vers la mer, donnant lieu la création d'une « nouvelle ville financière. » Plusieurs problèmes sont associés à ce projet de l'ordre économique, social, environnemental et politique, faisant de ce projet un enjeu capital au pays. L'organisation non gouvernementale *National Fisheries solidarity movement (NAFSO)* a décidé d'organiser une Mission d'Établissement des Faits (MEF), soit une enquête indépendante à laquelle plusieurs chercheurs internationaux ont participé. L'objectif de ce projet de recherche était double : 1) corroborer des informations préalables et actuelles en colligeant de nouvelles données sur le terrain et 2) conscientiser la population locale et internationale sur cet enjeu capital et favoriser une mobilisation active. L'équipe de recherche a

donc mené des entrevues et des discussions de groupes auprès des communautés locales affectées et des acteurs pertinents tels que des représentants du gouvernement et des activistes luttant que le projet s'opposant au projet. À partir de cette recherche de terrain, l'équipe a identifié plusieurs impacts réels et potentiels associés à la construction de *Port City*. Des informations pertinentes ont été obtenues lors de ces recherches permettant d'analyser et de conclure que les effets négatifs de ce méga projet sont considérables à l'échelle du pays affectant surtout les communautés locales les plus vulnérables, violant leurs droits directement et indirectement.

Mise en contexte

NAFSO en association avec *People's Movement Against Port City* (PMAPC) ont initié un travail de défense et de promotion contre le méga projet CIFC en 2014. Les prétentions initiales de NAFSO, avec des activistes locaux, des professionnels et toute personne intéressée étaient de mieux comprendre et faire savoir à la population les impacts environnementaux, sociaux, économiques et politiques que ce projet comprenait.

Les informations le plus importantes venant des sources secondaires pendant les deux dernières années avant la MEF furent validées par l'équipe de recherche, mais de nouvelles informations alarmantes ont émergé de cette collecte de données primaires. Ces données recueillies sur le terrain ont été obtenues à Negombo, ville de pêcheurs à 35 km au nord de Colombo, où les populations les plus affectées se trouvent, et à la capitale, Colombo, où la construction de ce projet a déjà été initiée.

Les conclusions générales quant aux résultats obtenus sont résumées dans le présent article et sont divisées en trois parties (environnementale, sociale et politique). Pour plus de détails sur les informations présentées, nous vous invitons à écrire à nafsol@gmail.com pour demander une copie du rapport complet.

Impacts environnementaux

L'extraction du sable constitue le problème environnemental majeur identifié, affectant directement l'environnement et la biodiversité marine et la subsistance des résidents (surtout les pêcheurs artisanaux) des villages se trouvant près des zones d'extraction du sable et lors de la décharge de celui-ci sur le site à développer (Galle Face à Colombo). Selon les études d'impact réalisées avant l'élaboration du projet par la compagnie chinoise ayant développé le projet de construction, les impacts négatifs seraient minimes, voire nuls, sur les zones côtières étudiées et

sur les populations y habitant. Or, dès le début du projet en 2014, des effets se sont fait ressentir selon les communautés consultées. Lors de l'extraction du sable dans la mer, les prises de poisson ont diminué, l'environnement marin a changé, les pêcheurs ont dû revoir leur mode de pêche et les familles qui habitent très proche des plages ont remarqué l'érosion marine s'intensifiant d'année en année. En effet,



lors des visites de terrain pour la consultation, des propriétés ont été érodées par la mer, et d'autres ont dû être abandonnées, car le risque d'érosion est très élevé.

Lors de l'analyse du rapport d'étude d'impact environnemental (EIE) réalisé par le gouvernement, des informations manquantes ou des discordances ont été remarquées. Les informations recueillies par l'équipe de chercheurs démontrent qu'il y eut des omissions sur certaines clauses pour la préparation du rapport et que celui-ci ne peut pas être considéré comme valide. En plus de présenter un manque flagrant de transparence, l'EIE semblait extrêmement biaisée, car elle était orientée vers le gouvernement sri lankais et les intérêts de la société chinoise, sans fournir aucune information scientifique sur l'exploitation du sable et de la roche et sans relever les principaux impacts sur les communautés les plus affectées. C'est ainsi que ces omissions ont créé des contraintes sur les communautés de pêcheurs, entravant leurs droits humains, soit leur droit à l'alimentation, droit au logement, droit au travail et droit à la santé.

Impacts sociaux

Pour les communautés côtières interrogées, la pêche est plus qu'un simple moyen de subsistance; c'est aussi une source d'identité personnelle et de fierté individuelle, étroitement liée à leur identité professionnelle. Les activités liées au secteur de la pêche façonnent ainsi les composantes culturelles de la communauté, telles que l'organisation sociale (par exemple les modes de ménage et l'organisation familiale) et l'organisation économique (le recrutement, le partage de la main-d'œuvre et la répartition des coûts et avantages économiques) et les activités culturelles (les célébrations). Les moindres changements dans les pratiques peuvent avoir des conséquences sur beaucoup de ces composantes. Ainsi, l'extraction de sable et de roches pour le

développement de *Port City* mentionné plus haut n'a pas seulement causé l'érosion des sols, elle a également endommagé les lieux de pêche et les récifs coralliens, affectant la quantité et les espèces de poissons traditionnellement pêchés dans la région. Cela a une incidence directe sur les moyens de subsistance des pêcheurs, car leurs



revenus tirés de la pêche ont considérablement diminué. Les familles sont obligées de moins manger, certaines souffrent même de ne pas avoir d'argent pour acheter de la nourriture. Certaines mères sont également témoins de la croissance lente et des troubles cognitifs des enfants probablement dus à un manque d'alimentation. En raison des activités de dragage, les pêcheurs se voient également refuser l'accès à leurs lieux de pêche traditionnels et aux zones côtières dont ils dépendent, ce qui affecte leurs droits de propriété foncière sur la terre et la pêche. L'érosion des sols a aussi affaibli les fondations et la structure des maisons construites près des zones côtières. Les maisons ont maintenant des fissures sur les murs et les inondations liées à l'exploitation de sable et de roches ont emporté quelques maisons, imposant plusieurs familles à s'établir loin de la mer et donc de leur source de revenus.

Les femmes qui travaillent dans le secteur de la pêche craignent qu'un éventuel déplacement loin de la mer n'entrave leurs conditions de vie - si les pêcheurs ne peuvent plus ancrer des bateaux près de chez eux, les femmes devront rester avec leurs enfants et ne pourront plus aider leur mari à

transporter et à transformer du poisson. Ainsi, en contraignant les pêcheurs à exercer leur droit à l'alimentation et à la nutrition, au travail, à l'eau, à la santé et au logement, le Sri Lanka a également manqué à son obligation de prendre des mesures optimales pour atteindre les objectifs de pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de ces citoyens.



Impacts économiques et politiques

La transparence, l'accès à l'information et la participation devraient être une priorité absolue, en particulier pour les projets de grande envergure nécessitant des investissements étrangers considérables. Bien qu'il s'agisse du principal investissement étranger au Sri Lanka, les accords et les transactions de la CIFIC ont été menés dans le plus grand secret. Une personne interrogée lors de notre enquête de terrain a soumis six demandes d'informations conformément à la loi sur le droit à l'information au Sri Lanka, tous ayant été ignorés sous prétexte que la divulgation de ces informations causerait un préjudice grave à l'économie Sri Lankaise. Ainsi, à ce jour, très peu de personnes sont au courant des implications reliées à l'accord entre le gouvernement sri lankais et la compagnie chinoise. Un de nos informateurs, activiste et urbaniste travaillant sur la CIFIC a d'ailleurs affirmé « *Personne ne peut accéder à l'accord sur Port City, pas même moi, alors tous nos faits sont basés sur des journaux. L'accord avec les partenaires n'est pas clair. Nous ne connaissons aucune de ces choses. Qui paye quoi ?* » Cette déclaration est d'autant plus alarmante compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu de consultation publique avec les communautés touchées et que les possibilités de participation citoyenne sont très limitées, voire nulle.

Le Sri Lanka joue un rôle de premier plan dans l'Initiative « La Ceinture et La Route » (ICR) de la Chine - un plan Marshall chinois - et les investissements massifs de la Chine risquent d'entraîner une dépendance inévitable du Sri Lanka à la Chine. La CIFIC est souvent comparée au projet de développement du port de Hambantota, à l'est du Sri Lanka. Les deux projets sont des méga-projets (en termes d'ampleur et de montant des investissements) et mis en évidence dans la ICR. Or, le projet de développement du port de Hambantota se distingue principalement pour son échec. Il s'agit d'un parfait exemple de la façon dont la ICR peut être un « piège de la dette », le gouvernement sri lankais ayant dû céder le port de Hambantota à la Chine sur un bail de 99 ans après avoir été incapable de rembourser sa dette. La Chine est dorénavant la propriétaire du port situé en territoire Sri Lankais et emploie des travailleurs chinois. Malheureusement, la manière dont le projet de développement de *Port City* est mené présentement laisse présager le même sort pour la capitale du Sri Lanka, menaçant ainsi la souveraineté du pays.



L'investissement chinois à Colombo semble également similaire aux très controversées zones économiques spéciales (ZES) que la Chine a largement implantées dans son territoire, mais également en territoire étranger. Les ZES constituent des espaces particuliers dans lesquels les lois sur les entreprises et le commerce sont différentes du reste du pays sous prétexte de catalyser une transformation économique plus large. Bien qu'au niveau économique, cette stratégie puisse être bénéfique, elle suscite de vives inquiétudes quant aux violations des droits humains, plus précisément au niveau des droits des travailleurs qui voient la majorité, si ce n'est pas tous, de leurs droits brimés dans ces zones.

Conclusion

Durant la Mission d'établissement des faits, les impacts soulevés par les membres de la communauté, les experts, les syndicalistes, les activistes et les femmes sont extrêmement claires et sérieux : « *Colombo International Financial City* » n'est pas bénéfique pour le peuple, mais uniquement pour la Chine et pour l'Élite sri lankaise au pouvoir. À la lumière des dommages exposés ci-dessus, une mobilisation de la communauté locale et internationale pour obliger les gouvernements du Sri Lanka et de la Chine à prendre des mesures immédiates et appropriées pour cesser la construction de *Port City*.